

Solidaires en action N° 104

Le 10 février 2014

Pacte de responsabilité : les capitalistes nous coûtent cher !

Avec le « pacte de responsabilité » François Hollande a donné de nouveaux gages au patronat. 2013 fut marquée par l'appui gouvernemental aux signataires de l'accord pour l'(in)sécurisation de l'emploi, le soutien de l'Etat aux directions d'entreprises qui jetaient à la rue des travailleurs-ses, et par la contre-réforme des retraites. 2014 démarre avec un nouveau cadeau aux patrons : la promesse de l'exonération de plus de 35 milliards de cotisations sociales correspondant aux prestations de la branche « famille » de la Sécurité sociale.

Les « contreparties » évoquées sont une fumisterie. Les multinationales et le système financier responsables du désastre économique et social continueront à sacrifier des millions de salarié-es des grands groupes comme des PME. Cela fait des dizaines d'années que les actionnaires obtiennent des gouvernements successifs des exonérations de cotisations sociales et un renforcement de la précarité, contre la promesse d'embauches : en réalité, le nombre de chômeurs-ses n'a cessé de croître et les profits confisqués par les patrons et les actionnaires ont explosé !

Il n'y a pas d'équilibre possible entre les intérêts des travailleurs-ses et ceux des exploités-ses. Ce que ces derniers gagnent, nous le perdons. Mais l'inverse est possible ; à condition de recréer un rapport de forces qui nous soit favorable. Et c'est à partir de là qu'une transformation profonde de la société sera possible.

L'unité syndicale est un élément déterminant. Voilà pourquoi nous nous sommes adressés à nos camarades des autres organisations syndicales par une lettre ouverte en décembre dernier, interrogeant sur notre exclusion de l'intersyndicale nationale, sur le refus d'organiser des mobilisations sociales, sur leur choix de s'en remettre au gouvernement et au patronat pour que ça change ! Il y a urgence à unifier les équipes syndicales qui refusent d'accompagner la casse sociale et veulent organiser les luttes.

Le patronat et les institutions à son service (État, gouvernements, Banque mondiale ou européenne, Fonds Monétaire international, etc.) ne nous font aucun cadeau et il est illusoire de compter sur leur « bonne volonté ». Nos intérêts sont opposés. Organisons-nous en conséquence, renforçons le syndicalisme qui veut construire les rapports de forces nécessaires et qui assume l'idée d'un affrontement central avec le pouvoir et le patronat ! Ne pas le faire, c'est aussi laisser un boulevard à la propagande fasciste ; prospérant sur la misère et les inégalités sociales, l'extrême-droite veut récupérer la colère sociale pour la canaliser vers des solutions nationalistes, racistes, et profondément inégalitaires et anti-ouvrières même si une partie du Front National le dissimule aujourd'hui. Au contraire : de nos révoltes, construisons l'avenir !

C'est le sens de la campagne nationale interprofessionnelle que notre Comité national a décidé. Durant les mois qui viennent, nous agissons ensemble pour que les salarié-es, sur le lieu de travail et dans les localités, débattent des sujets fondamentaux : imposer un autre partage des richesses que nous produisons, repenser le travail et les fonctions dans la société à travers leur utilité sociale, prendre en compte les aspects écologiques, préparer l'autogestion dont nous nous réclamons, etc. Ce nécessaire travail syndical vers la transformation sociale que nous voulons, ne peut être séparé d'une activité quotidienne de défense des intérêts immédiats des salarié-es, des chômeur-ses, des jeunes en formation, des retraité-es. Prenons nos affaires en mains !



LES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION INTERSYNDICALE

Le 25 novembre 2013, les organisations syndicales ont tenu une réunion intersyndicale. Cette réunion a permis de discuter de la situation sociale et de définir des axes de travail communs.

État de compte-rendu sur le gouvernement et les patrons pour composer avec le système qui nous opprime

Le Message concerné à ce propos invite considérablement les organisations syndicales à se mobiliser ensemble pour défendre nos intérêts sociaux et politiques.

Les conclusions de la réunion intersyndicale

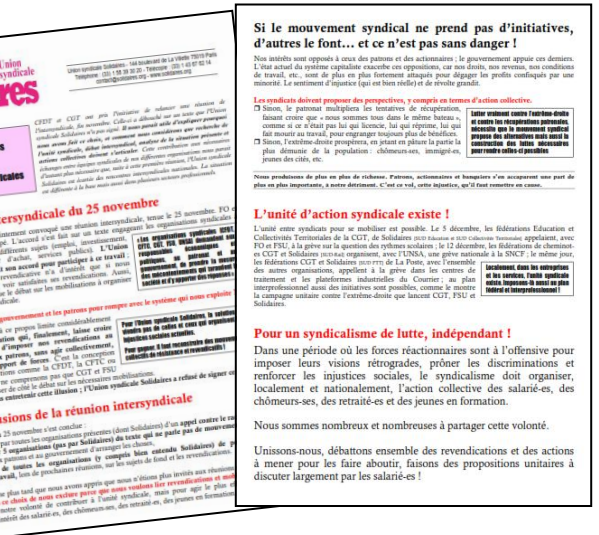
- L'intersyndicale du 25 novembre a été conclue.
- La signature par les organisations syndicales d'un accord contre le travail à la tâche est une priorité absolue.
- La signature par les organisations syndicales d'un accord contre le travail à la tâche est une priorité absolue.

Si le mouvement syndical ne prend pas d'initiatives, d'autres le font... et ce n'est pas sans danger !

Nos intérêts sont opposés à ceux des patrons et des actionnaires : le gouvernement appuie ces derniers. L'Etat actuel du système capitaliste exerce ces oppositions, car nos droits, nos revenus, nos conditions de travail, etc., sont de plus en plus fortement attaqués pour dilager les profits confisqués par une minorité. Le sentiment d'injustice (qui est bien réel) et de révolte grandit.

L'unité d'action syndicale existe !

L'unité entre syndicalistes pour se mobiliser est possible. Le 8 décembre, les fédérations Education et Culturelle/Fédération de la CGT, de Solidaires pour l'emploi et pour l'écologie, appliquant avec FO et FSU, à la grève sur la question des rythmes scolaires, le 12 décembre, les fédérations de chimistes et CGT de Solidaires ont un engagement avec l'UNSA, une grève nationale de la DNGC, le même jour, les fédérations CGT et Solidaires ont été de La Poste, avec l'ensemble des autres organisations appelées à la grève dans les centres de traitement et les plateformes industrielles du Coeurier, au plan interprofessionnel avec des initiatives sont possibles, comme le mouvement de la campagne unitaire contre l'extrême-droite que lancent CGT, FSU et Solidaires.



Racisme, fascisme : il est temps de reprendre la rue !

Sur l'initiative de l'Union Nationale des Sans-Papiers, un appel unitaire dont l'Union syndicale Solidaires est signataire, est lancé. Le 22 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme, est l'occasion de faire entendre dans la rue une autre voix que celle des racistes et des fascistes ; au-delà, il s'agit de reprendre la main, d'imposer des avancées sociales et politiques au lieu des reculs réactionnaires qui s'accumulent. **Nous avons plus d'un mois pour construire cette riposte. Partout, soyons à l'initiative pour réussir !**

Six mois après l'assassinat de Clément Méric, l'extrême-droite la plus violente a encore frappé des soutiens de sans-papiers. Le vendredi 18 janvier, une voiture s'arrête devant un concert de soutien aux sans-papiers organisé par Réseau Universités Sans Frontières à Clermont-Ferrand. Un skinhead fasciste en sort armé et tire sur les personnes rassemblées blessant deux personnes. Il a été condamné à deux ans de prison ferme en comparution immédiate. Le procès a été expédié, la police n'a pas recherché la voiture, pourtant identifiée par des témoins, dans laquelle le tireur est venu et reparti. L'aspect prémédité et politique de l'affaire a été ainsi évacué. **Comme lors du meurtre de Clément ou des agressions homophobes, racistes islamophobes et sexistes de ces derniers mois, nous disons que cet acte n'est pas un accident mais le résultat d'un climat favorable aux idées réactionnaires.**

Malgré la gravité de l'acte, la presse nationale n'en a pas parlé. Manuel Valls qui se déplace au moindre incident pour justifier sa politique sécuritaire n'a pas même réagi, confirmant, si besoin était, que sa campagne contre Dieudonné, en plus d'être contre-productive, n'a rien à voir avec la lutte contre le racisme ; au contraire le duo Soral/Dieudonné faux antisioniste mais vrai antisémite mérite une véritable riposte populaire. Semaine après semaine, en multiples avatars de la Manif pour Tous, des dizaines de milliers de manifestantEs ont continué à parader dans nos rues y déversant leur haine de l'autre. Des sondages placent le FN en première position pour les élections européennes. Et pendant ce temps le Parti Socialiste au pouvoir continue d'expulser les sans-papiers et de chasser les Roms.

Mais ce qui nous préoccupe peut-être encore plus c'est le silence et l'absence de riposte d'ampleur de notre camp. Ce vide favorise le sentiment d'impuissance de tous ceux et toutes celles qui ne veulent pas se résigner. Il favorise aussi la confiance et l'arrogance des racistes et des fascistes. Et enfin il laisse le gouvernement mener une politique qui transforme les immigrés en boucs émissaires. Nous disons que cette situation a déjà trop duré. Une semaine après Clermont Ferrand, des militants d'extrême-droite ont attaqué avec matraques et gazeuses les clients d'un bar à Tours, laissant leurs victimes en sang A un certain point le silence devient complice. **Il faut que la confiance change de camp et pour cela la riposte est nécessaire. Il faut la construire.**

Le 22 mars, aura lieu une journée internationale contre le racisme et le fascisme. Cet appel venant de Grèce, pays où les migrants subissent de graves agressions racistes, est suivi par de nombreuses villes européennes Nos organisations combattent et condamnent les politiques européennes dont le seul but est de détourner la rage des peuples contre leurs gouvernements qui cèdent , sur tout, à la finance , et permettent les agissements au grand jour des mouvements fascistes et racistes qui se développent en Europe. Le 22 mars sera la veille du premier tour des élections municipales que le FN compte utiliser pour s'implanter localement et se donner une stature de parti de pouvoir. Nous avons quelques semaines devant nous. **Nous appelons à une mobilisation nationale contre le racisme et le fascisme** et souhaitons que toutes les forces se conjuguent pour en faire une démonstration de force dans la rue aux côtés des sans-papiers et des Roms, des associations de quartiers et des collectifs antifascistes.

Parce que, contre le racisme, l'indignation ne suffit pas nous exigeons :

- la fin des politiques racistes de l'Europe forteresse qui entraînent la mort de milliers de réfugiés (femmes et enfants) de Lampedusa à la Mer Egée ;
- La fermeture de Frontex.
- L'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention.
- L'arrêt des contrôles au faciès et de la chasse aux Rom.
- La régularisation de tous les sans papiers.
- L'égalité des droits quelque soit le genre la nationalité l'origine pour une véritable reconnaissance de la citoyenneté.

Nous appelons à ce qu'il n'y ait pas une voix pour l'extrême-droite aux élections et à ne pas tolérer la présence des fascistes dans nos quartiers. En France comme en Europe nos résistances doivent converger dans une solidarité internationale des luttes antifasciste et antiracistes. Pour construire cette mobilisation nous invitons tous les collectifs, associations, organisations, syndicats qui partagent nos objectifs [Une nouvelle réunion unitaire a lieu le 12 février].

Reprendre la rue, mais aussi les entreprises et les services ! Solidaires publie un tract à diffuser massivement, pour expliquer et dénoncer les dangers de l'extrême-droite. Avec la CGT et la FSU, nous avons organisé une journée de débats, suivie d'un meeting unitaire, lançant ainsi une campagne dans la durée. Dans le cadre unitaire constitué après l'assassinat de Clément Méric, nous mettons à disposition un bulletin régulier « *Le fascisme tue ; ensemble, combattons-le !* »



Négociations UNEDIC : nous sommes tous concerné-es

Les négociations UNEDIC, entre les confédérations syndicales et le MEDEF, pour la convention 2014-2017 de l'assurance chômage, qui ont débuté le 17 janvier et doivent se conclure à la mi-mars, sont l'occasion pour les organisations patronales de pousser leur avantage. Exonérations et baisses de cotisations patronales, plans sociaux et explosion des contrats précaires, chantage aux licenciements et licenciements déguisés en « rupture conventionnelle », baisse des salaires... le patronat n'en a jamais assez et les gouvernements successifs leur en donnent toujours plus. Si déficit et dette de l'UNEDIC il y a, c'est le patronat et les fauteurs de crise qui doivent payer !

Si la réinstauration de la dégressivité des allocations chômage semble ne plus être au programme, le MEDEF peut attaquer les droits à l'assurance chômage en jouant sur le taux du revenu de remplacement de l'ancien salaire, sur la durée d'indemnisation et/ou les conditions d'accès à ces droits. Son discours scandaleux sur la nécessaire incitation à la reprise d'emploi vise à faire porter sur les chômeurs-euses la responsabilité de leur situation pour mieux baisser leurs droits. Quant au régime des intermittents-es du spectacle, certains aimeraient le démanteler pour l'intégrer au régime général. Le régime des intérimaires est également sur la table des négociations.

Plus que jamais, l'emploi est un droit, un revenu est un dû. Personne n'est plus à l'abri de voir sa vie basculer dans le chômage ou la précarité, de perdre son logement. C'est tous ensemble qu'il faut exiger des mesures d'urgence et de nouveaux droits, notamment :

- ⇒ L'allongement de la durée d'indemnisation et aucune allocation chômage, ni minima sociaux, inférieurs à 80 % du salaire antérieur et plafonnés pour les hauts revenus.
- ⇒ Le droit inconditionnel à la formation de son choix et la suppression des radiations-sanctions.
- ⇒ Une politique de Pôle Emploi au service des demandeurs-euses d'emploi, avec des moyens supplémentaires et de meilleures conditions de travail pour les agents.
- ⇒ L'augmentation des cotisations patronales et sur-cotisations pour tout recours aux contrats précaires et à temps partiel.
- ⇒ La taxation des revenus du capital.



L'exigence d'une autre répartition des richesses, d'une réduction du temps de travail à 32 heures, avec embauches correspondantes, d'un nouveau statut du salarié avec continuité des droits sociaux, entre deux emplois, financé par un fonds patronal, sont parmi les revendications de fond qu'il ne faut pas lâcher !

Fonction publique: vers une action nationale unitaire ?

Les fédérations de fonctionnaires CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, FAFPT se sont réunies le 5 février. Toujours en débat, la construction d'une grève nationale dans l'ensemble de la Fonction publique. **Pour Solidaires Fonction publique, il est nécessaire d'organiser un tel mouvement, autour des revendications salariales, sur l'emploi, les conditions de travail et pour la défense de la Fonction publique.** Le principe d'une action nationale semble acquis pour toutes les organisations présentes (FO, CFTC et CGC refusent ces réunions intersyndicales) ; mais CFDT et UNSA ne souhaitent pas rendre publique une telle annonce pour le moment et veulent limiter le cadre aux salaires. Une nouvelle rencontre intersyndicale aura lieu le 21 février pour avancer vers l'appel à l'action. Les premières annonces gouvernementales laissent augurer d'une marge de négociations bien réduite lors des réunions programmées en mai. **Pour Solidaires, il faut peser sur celles-ci en amont, pas simplement agir pour une protestation symbolique ensuite !**

Maternité des Lilas (93): 3 ans de lutte et l'action se poursuit

Cela fait trois ans que le personnel de la maternité et du centre IVG des Lilas se bat pour défendre son outil de travail et le droit à la santé pour la population locale. **Un millier de personnes ont manifesté le 25 janvier aux côtés des salarié-es.** Associations et organisations politiques étaient représentées ; côté syndical, seule l'Union syndicale Solidaires était présente.



En Espagne et ailleurs, défendons les droits des femmes !

Le 1^{er} février, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans des villes d'Europe, en soutien aux femmes espagnoles menacées par le projet de loi du gouvernement Rajoy.

Le gouvernement espagnol veut annuler la loi autorisant l'avortement. Au mépris des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies, il revient sur la loi obtenue en 2010 qui légalisait l'avortement jusqu'à 14 semaines d'aménorrhée (22 pour raison médicale). Renouant avec des pratiques qui déniaient la liberté de choix aux femmes au mépris des droits humains fondamentaux, il annonce clairement son projet de société : **maintenir les femmes dans un statut social étroit et de soumission.**

Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive générale des opposants aux droits des femmes. Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps, cette persistance à les considérer comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-mêmes désigne l'enjeu : quelle société voulons-nous ? **Le combat des femmes d'Espagne et des organisations qui les soutiennent est le combat de celles et ceux qui veulent l'égalité entre les femmes et les hommes.** Il rejoint les luttes que nous avons menées et que nous continuons à mener dans notre pays. Car, si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation du droit à travers des centres d'avortement nombreux, permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante dans toutes les régions. C'est aussi un soutien à toutes les femmes obligées de se rendre dans une autre région ou dans un autre pays parce que là où elles vivent l'accès à l'avortement est difficile, voire interdit.



Avec les manifestant-es du 1^{er} février, l'Union syndicale Solidaires appelle à :

- Lutter pour une Europe où toutes les femmes pourraient disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse, et qui intègre ces droits à la Charte européenne des droits fondamentaux.
- Soutenir le combat des femmes espagnoles pour conserver l'acquis qu'elles ont gagné de haute lutte.

Finances publiques et Douane : en grève le 20 mars !

Solidaires Finances Publiques s'est inscrit de longue date dans un cadre unitaire le plus large possible pour contrer les politiques libérales qui continuent et mettent en danger le service public.

- ▶ 1988 suppressions d'emplois ont encore prévues en 2014,
- ▶ La reconnaissance des qualifications des agents en termes de rémunération et de promotions est en berne,
- ▶ Les conditions d'exercice des missions et de vie au travail des personnels continuent de se dégrader.

Emplois, missions, rémunération, conditions de vie au travail : il est urgent de changer la donne et d'avancer ! Une quarantaine d'actions locales ont été organisées sur le territoire à l'occasion des récents comités techniques locaux consacrés aux suppressions d'emplois. **Solidaires Finances Publiques appelle dans l'unité syndicale la plus large l'ensemble des personnels à se mettre en grève le 20 mars** pour être entendu sur l'ensemble de leurs revendications : les agents des finances publiques et leurs missions jouent un rôle majeur dans la société, ils doivent être reconnu-es et entendu-es !

Paris, Caen, Annecy, Mulhouse, Orléans, Dijon, Chambéry, Angoulême, Metz, Marseille... C'est un tour de France de la grogne qui s'est déroulé les 21 et 23 janvier, devant plusieurs directions des Douanes.

S'inscrivant dans la suite du rassemblement à Bercy du 21 novembre dernier et **avant la manifestation prévue le 20 mars à Paris, ces actions ont encore démontré l'opposition résolue des personnels** au Projet dit « Stratégique » pour la Douane (P.S.D.) qui n'a qu'un seul objectif, la concentration des structures et les suppressions d'emplois, et qu'une seule logique : faire de la Douane un simple service d'« accompagnement » des groupes économiques et des opérateurs les plus puissants et **passer au second plan la véritable lutte contre la fraude, le dumping social, fiscal et environnemental.**